

# La lettre de "Résolument à Gauche"

N°12

**Texte à paraître dans « les Nouvelles n° 101 » :**

## **Vidéosurveillance : répondre autrement à l'exaspération des habitants.**

Les habitants des quartiers avec des halls d'entrée d'immeubles sont exaspérés. Et on les comprend. Ils veulent vivre dans le calme, la tranquillité et la sécurité. La vidéosurveillance règlera-t-elle le problème? Bien sûr la droite au conseil municipal a applaudi cette mesure. Cela pose quelques questions. Celle du chômage d'abord. Quand on travaille le matin, on veille moins tard le soir. Rappelons également que la politique de Sarkozy a supprimé la moitié des fonctionnaires y compris dans la police, mais aussi dans les services publics qui s'occupent de la jeunesse, de l'éducation. Quel avenir a cette jeunesse dans une société où tout est fait pour la finance contre les droits humains les plus fondamentaux ? Les caméras éloigneront vers un autre lieu les personnes, elles surveilleront tous les habitants restreignant ainsi leurs libertés, mais elles ne s'attaquent pas aux causes de l'insécurité.

*Christian Foiret, élu « Résolument à gauche »*

**Cet article a suscité 3 réactions parmi les membres de la liste « résolument à gauche ».**

**Les voici :**

1. « La vidéo surveillance n' est pas très efficace pour régler ses problèmes .Nous avons déjà dans les bureaux postes ce système et il n'a pas fait diminuer les effractions et autres problèmes. Cela ne règlera rien. »
2. « Je voudrais rebondir sur deux points :
  - Le premier point est la restriction de la liberté, concept fondateur de la république française. Y faire offense, c'est donner raison aux partis antirépublicains, à commencer par le Front National, risque majeur de l'enjeu présidentiel à venir. Dans une ville comme Saint Jean de la Ruelle, le rôle de la gauche est de veiller à combattre la montée de l'extrême droite. Le risque est d'importance capitale dans le domaine de la tranquillité et de la sécurité des citoyens, car ces thèmes sont parmi les préférés du Front National, et de l'UMP qui les a copiés avec une réinterprétation très peu différente de l'original. Sur un plan politique, la vidéosurveillance est donc totalement contraire à une politique de gauche (c'est d'ailleurs ce que tu dis; je ne fais que reformuler avec mes mots et ma sensibilité). A ce propos, la vidéosurveillance est contraire à la loi du droit à l'image
  - le deuxième point, c'est l'échec de la vidéosurveillance en prévention des délits et des crimes. Toutes les études montrent que son efficacité a fait preuve uniquement pour augmenter le taux d'élucidation des délits (c'est-à-dire après qu'il ait eu lieu) . Les images étant généralement de mauvaise qualité (car on filme le plus grand angle possible et non un zoom sur une zone donnée), il est nécessaire de multiplier ces dispositifs pour garantir l'élucidation. Ceci coûte cher; il faut le financer. Dans le métro parisien, il y a 14 000 caméras et je crois que seule la moitié des crimes est élucidée (de mémoire, ce serait à confirmer). Enfin, l'utilisation de caméras de surveillance est souvent associée à la réduction des effectifs des équipes de police qui peuvent agir rapidement. Autrement dit, pour un voyou, l'utilisation de caméras de vidéosurveillance facilite le travail : il suffit de mettre une cagoule et d'agir rapidement, on a alors quasiment aucune chance d'être inquiété par la justice. En accord avec tout ceci, l'augmentation des chiffres des agressions à la personne. »

3. « Concernant la vidéosurveillance je suis bien entendu en accord total avec ton article, mais je pense qu'il y manque au moins un ou deux mots par rapport aux applaudissements de la droite (tout en sachant très bien que tu es limité en longueur).

Il faudrait en effet à mon avis dénoncer la poudre aux yeux que constitue cette mesure dans la plupart des cas. Il est bon de savoir que les statistiques officielles de la délinquance n'ont aucune signification du fait que l'on y mélange tout. (Pour les faire remonter il suffit de procéder à quelques arrestations de vendeurs à la sauvette de petites Tours Eiffel au Trocadéro par exemple). Il en est rigoureusement de même de la vidéo surveillance: Aucune étude sérieuse n'en prouve l'efficacité, mis à part quelques cas très particuliers comme certains parkings couverts ou certaines stations de métro. Pour la démontrer il faudrait comparer ce qui est comparable (par exemple compter le nombre de délits bien définis dans un hall d'immeuble vidéo protégé avec le même comptage dans un hall non protégé). Et il faudrait aussi prendre en compte ce qu'on appelle les effets concurrents: Par exemple l'éclairage, la présence visible de la police, l'existence à proximité d'une offre de lieux de rassemblements possibles pour les jeunes etc

Les gens en ont marre d'être manipulés par les politiques. Il revient au Front de Gauche de faire la différence entre ces manipulations des esprits et une véritable réflexion politique. La dénonciation du chômage en est un début, mais je ne suis pas certain qu'elle suffira à convaincre de cette manipulation. »

### **À propos du dispositif « ÉCLAIR » sur le sud de la commune (3 écoles et collège Malraux) : Communiqué de presse du 27 septembre :**

« Le collège Malraux et 3 groupes scolaires du sud de la ville sont depuis la rentrée en dispositif « ECLAIR » (Écoles, collèges et lycées pour l'ambition et la réussite). Il en est de même pour le collège Rostand à Orléans.

C'est un laboratoire de la déréglementation du système national d'éducation. Ce dispositif se substitue, aux forceps, sans consultation, aux dispositifs d'éducation prioritaires (ex ZEP...).

Sous prétexte de la réussite des élèves, voilà un outil de destruction de l'école publique.

L'ambition de ce dispositif est axé sur le « socle commun des connaissances », programme au rabais mis en place par la droite afin de répondre aux critères d'employabilité du patronat. On nous promet de « sortir » quelques éléments d'élite pour mieux orienter les autres vers des emplois à basse qualification. Au passage, des moyens d'enseignement (prof et assistants pédagogiques) et des moyens financiers ont disparu. Le recrutement des enseignants est devenu du ressort du chef d'établissement ainsi que leur départ. Il a en outre plein pouvoir sur l'évaluation des professeurs et sur les méthodes. Il lui est donc possible de nommer professeur principal responsable d'une classe, une personne sans formation. Il est devenu un véritable « DRH » utilisant dans l'éducation les méthodes managériales comme les entreprises privées faisant tant souffrir les salariés.

L'idéologie de l'enseignement « sur mesure » de M. Châtel, le ministre, est une ineptie pédagogique. Elle vise à faire admettre par les familles la fatalité de la difficulté scolaire dont le seul responsable est le ministère parce qu'il détruit le système national public d'éducation.

Les élus communistes appuient la demande des personnels et de leurs organisations syndicales de mettre fin à ce dispositif, de donner les moyens au service public de faire réussir tous les élèves avec des conditions de travail des personnels dignes. Il faut cesser de supprimer des postes et en créer 150 000 au plus vite dans l'éducation. »

### **Au conseil municipal du 26 septembre 2011**

Aucune intervention de Christian Foiret du fait d'un ordre du jour technique. La majorité municipale a procédé à un remaniement des responsabilités au sein du bureau municipal.

**Prochain conseil municipal : VENDREDI 18 NOVEMBRE.**